



# patrimonia 2015

22<sup>e</sup> édition • 24-25 septembre

9h15  
10h45

Conférence - Auditorium Lumière

**L'épargne des ménages, une chance pour la croissance et la relance de l'économie ?**

Animateur : Cédric DECOEUR, Présentateur d'Intégrale Placements, BFM Business

## Intervenants :

**NICOLAS CRESPELLE**, Président, Quadrivium Ventures, Président, Fondation Université Pierre & Marie Curie

**GUILLAUME DARD**, Président de la Commission de Gestion Privée de l'AFG, Vice Président du bureau de l'OCBF et Président du Club ESSEC Finance Banque et Assurance

**JEAN-LUC GAFFARD**, Conseiller scientifique à l'OFCE, Professeur à l'Université de Nice Sophia Antipolis et à SKEMA Business School, Membre honoraire de l'Institut Universitaire de France

Les taux de la Réserve Fédérale américaine, fruit d'une politique monétaire excessivement accommodante, sont bas depuis 9 ans, constate Cédric Decoeur, présentateur d'Intégrale Placements sur BFM Business, et animateur de la conférence plénière de Patrimonia, dont le thème était « *L'épargne des ménages, une chance pour la croissance et la relance de l'économie* ». Cependant, « *historiquement, la crise sur les marchés dure depuis la fin des années 90 et l'emballement des valeurs technologiques qui a précédé l'éclatement de la bulle* » relève Jean-Luc Gaffard, Professeur à l'Université de Nice Sophia Antipolis.

## **Les politiques des banques centrales ne provoquent pas les résultats escomptés**

Afin de contrecarrer les effets récessifs de cet événement, la banque centrale américaine a mené une politique de facilité monétaire, qui a alimenté de nouvelles bulles, dont la bulle immobilière qui s'est achevée par la crise des années 2007-2008. « *Malheureusement, la politique monétaire, le quantitative easing, initiée par la FED puis mise en œuvre par la BCE, s'est révélée inefficace* » juge Jean-Luc Gaffard. Il observe ainsi que « *l'effet richesse attendu de la hausse du prix des actifs ne s'est pas produit, car il s'est accompagné d'une consolidation budgétaire* ». En outre, de nouveaux risques sont apparus, du fait des masses considérables de liquidité susceptibles de changer régulièrement de direction et de déclencher des crises financières. En particulier, le recul des flux d'investissement vers les actifs risqués pourrait se traduire par « *un très dommageable repli des capitaux sur les Etats-Unis* » ajoute Jean-Luc Gaffard.

Pour sa part, toujours en termes de contexte historique, Guillaume Dard, Président de la Commission Gestion privée de l'AFG, estime que « *le siècle a débuté en 2001, avec l'événement du 11 septembre, l'explosion de la bulle technologique et l'entrée de la Chine dans l'OMC. Ainsi, le monde a changé et souffre désormais d'une crise de surproduction* ». Il explique le challenge auquel sont confrontées les banques centrales aujourd'hui : « *les politiques des banques centrales*

*n'ont pas provoqué la hausse de l'inflation attendue et Janet Yellen, la Présidente de la FED paraît même paniquée face à cette situation (une décélération de la croissance mondiale, un ralentissement en Chine et des questions sur la pérennité de la croissance américaine) ». Aussi, il n'y a pas de recette magique, quant aux choix qui s'offrent aux investisseurs : « la recherche de rendement nécessitera d'accepter plus de risque et moins de liquidité ».*

## **Accepter plus de risque et moins de liquidité à travers le capital investissement**

Aux bouleversements que connaît l'économie mondiale, telle que l'arrivée de la Chine ou bientôt celle de l'Afrique, Nicolas Crespelle, Président de Quadrivium Ventures, ajoute les bouleversements liés à l'innovation technologique et au digital, qui impacte ou impactera tous les secteurs, opérant ainsi une gigantesque redistribution des cartes. Le placement de père de famille n'existe plus. Alors autant se protéger, se couvrir, se « hedger », en investissant dans les technologies disruptives, comme par exemple dans l'énergie, la santé (ex : manipulations de l'ADN grâce à Crispr Case9 ) ou les transports, sans parler bien entendu des IT : il anticipe ainsi sur cet exemple que « nous connaissons les derniers moments de la voiture à pétrole, mécanique, ce qui obligera les constructeurs à se recomposer, car la fabrication de voitures électriques est beaucoup plus aisée et donc permet à de nouveaux entrants de venir proposer de nouvelles solutions de mobilité ». Investir en private equity, c'est se positionner sur ces nouvelles tendances, à travers plusieurs classes d'actifs : le capital risque, le capital développement, le LBO. Beaucoup d'argent se porte sur le capital investissement, mais, là encore, il faut savoir gérer le risque et une faible liquidité. Aussi un investisseur ne doit y consacrer qu'une partie de son patrimoine, et surtout, à moins d'être spécialiste, diversifier son risque sur plusieurs dossiers pour le minimiser. Ainsi, certains supports d'investissement permettent une mutualisation, (donc une mise peu élevée), et offrent une meilleure liquidité qu'un investissement en direct. Pour Nicolas Crespelle, les conseillers en gestion de patrimoine ont un rôle déterminant à jouer en orientant leurs clients vers des fonds thématiques (biotech (ex : Biotech Promise au Luxembourg), énergies renouvelables...) qui répondent aux centres d'intérêts des clients et dont les sous jacents sont concrets pour eux. Enfin quelque soit le véhicule choisi pour investir, il fait une distinction entre les entreprises dont le modèle de développement repose sur un brevet ou un savoir faire exclusif, qui crée une barrière à l'entrée et représente une certaine sécurité, et celles qui n'en disposent pas, comme certains acteurs de l'internet et qui de ce fait peuvent être plus risquées.

## **Réorienter l'épargne vers les investissements productifs**

Croissance économique et investissement sont ainsi intimement liés et « il faut désormais réorienter l'épargne vers l'investissement productif, alors qu'elle a surtout été utilisée au cours des années passées pour financer l'immobilier et les déficits » juge Jean-Luc Gaffard. « En France, les stratégies d'investissement des épargnants ont été troublées par l'après assurance-vie en euro. Il faut qu'ils soient en mesure de mieux comprendre le couple risque/rentabilité de leurs placements et de les adapter à la nouvelle donne des taux d'intérêt zéro » complète Guillaume Dard. Il relève aussi que l'épargne financière est très insuffisante en France, puisque 50% de l'épargne des français sert en pratique au remboursement d'emprunts immobiliers. Or, « sans investisseur financier, il n'y a pas de croissance » assène Jean-Luc Gaffard.